

Réforme de la procédure disciplinaire et organisation de nouvelles élections au sein du CAC le 1er octobre

Le décret 2020-785 a été publié au JORF du 27 juin. Il réforme la procédure disciplinaire à l'égard des usagers pour les poursuites engagées postérieurement à sa date de publication.

Autrement dit, l'instance disciplinaire qui siège actuellement ne peut traiter des cas dont les poursuites ont été engagées postérieurement au 27 juin et de nouvelles élections vont être nécessaires.

Avec le décret du 27 juin 2020, la procédure disciplinaire applicable aux usagers a évolué. Le formalisme est atténué. Le nombre des participants aux séances est revu à la baisse. Le collège enseignant n'est plus intégré ; seuls les PU et MCF sont représentés. Les étudiants élus bénéficient d'une plus grande reconnaissance.

1.- Fonctionnement de l'instance

Le régime disciplinaire des usagers diffère désormais de celui des personnels enseignants ; les usagers ne sont plus soumis à la procédure issue des articles R712-9 à R712-46 qui s'applique aux seuls enseignants mais à la section comprise entre les articles R811-10 et R811-42.

Actuellement, la SDU, paritaire, comporte 12 membres : 2 professeurs d'universités ou assimilés, 2 maîtres de conférence, 2 enseignants et 6 usagers ((ces usagers ayant chacun un suppléant).

L'article R811-14 définit une nouvelle organisation avec 4 PU 4 MCF 8 usagers.

Parmi ces 16 membres désignés au sein du CAC, le président de la section disciplinaire et deux vice-présidents de la section disciplinaire devront être élus au sein du corps PU / MCF par et parmi les membres de la SDU.

Pour chaque affaire, une émanation de la SDU sera constituée en une commission de discipline plus restreinte.

Cette commission de discipline sera constituée de 8 membres : 2 PU, 2 MCF et 4 usagers.

Cette commission de discipline se réunira en formation d'instruction et en séance d'examen de l'affaire (nouvelle appellation de la formation de jugement).

En instruction, la convocation n'est plus obligatoire, la suggestion de communications écrites étant faite. Cependant, l'utilisateur pourra être convoqué à sa demande.

Le rapporteur sera un enseignant ; la nouveauté tient à ce qu'il sera assisté désormais d'un étudiant en qualité de rapporteur adjoint.

En séance d'examen (ex formation de jugement), La commission de discipline siégera valablement en présence de la moitié de ses membres soit 4 (contre 6 auparavant) étant précisé que le nombre des usagers ne pourra être supérieur à celui des enseignants. Elle sera présidée, dans cette configuration, par le Président de la section disciplinaire ou un des vice-président.

2.- Modifications des sanctions

2.1 L'introduction d'une nouvelle sanction par la commission de discipline :

L'atteinte à la réputation de l'établissement est un nouveau motif de saisine.

Une nouvelle sanction, la mesure de responsabilisation prévue à l'article R811-36 I 3° fait son entrée dans la liste. Elle enjoint à l'utilisateur sanctionné de participer bénévolement, en dehors des heures d'enseignement, à des activités de solidarité, culturelles ou de formation à des fins éducatives pour une durée maximale de quarante heures. La mesure de responsabilisation doit respecter la dignité de

l'usager, ne pas l'exposer à un danger pour sa santé et demeurer en adéquation avec ses capacités. Elle peut être exécutée au sein de l'établissement, d'une association, d'une collectivité territoriale, d'un groupement rassemblant des personnes publiques ou d'une administration de l'État.

2.2 L'insertion de La proposition de sanction par le Président de l'université 'ou son représentant) : la reconnaissance de culpabilité

Cette nouvelle procédure spécifique est prévue à l'article R811-40 : en cas de fraude, - il n'y a plus de passage automatique devant la commission de discipline et sa formation d'instruction.

En effet, en cas de reconnaissance des faits par l'étudiant (généralement matérialisée sur le procès-verbal d'incident), le Président de l'université –qui a délégué cette fonction aux directeurs de composantes--, s'entretient avec l'usager puis lui propose par courrier, une sanction comprise entre le blâme, l'avertissement, la mesure de responsabilisation ou l'exclusion ne pouvant dépasser un an ferme de l'établissement.

Dans le cadre de la proposition de sanction, le Président, convoque le « contrevenant », un délai de 8 jours sépare la convocation et l'entretien.

Le Président de l'Université ou son représentant le reçoit en principe en présence d'un usager élu au sein de la SDU (R811-14) et formule sa proposition.

Le secrétariat de la section disciplinaire accompagnera les composantes et leur transmettra une procédure avec les deux courriers à adresser au Président car c'est le secrétariat de la section disciplinaire, au sein de la DEF qui fera le lien entre les composantes et la section disciplinaire.

Pour information : Faute de réponse ou en cas de refus de la sanction proposée par l'usager, le Président de l'université engage les poursuites habituelles devant la section disciplinaire.

A l'inverse, en cas d'accord, la commission de discipline se prononce sur la proposition du Président sans qu'une instruction ne soit menée.

3.- La réforme de l'appel

Attention : les dispositions relatives aux appels en cours ne sont pas retranscrites dans le code de l'éducation et il convient de se référer à ce décret qui prévoit que, pour les nouvelles affaires, les délais de recours contentieux s'appliquent et la décision sera contestable devant le tribunal administratif de Nice.